



INSTITUT LIBÉRAL

Discours prononcé lors de la soirée de gala « Le triomphe de la liberté individuelle », le 31 octobre 2014 à Berlin.

République, démocratie et nation : une fiction qui a survécu à la chute du Mur

Par Rahim Taghizadegan

LA plupart des constructions étatiques historiques se fondaient sur des mythes. Un mythe est en général un fait historique ou anthropologique représenté sous la forme d'une allégorie. Les États modernes, en revanche, se fondent sur des fictions. Il s'agit dans ce cas d'allégories qui sont représentées sous la forme de faits historiques ou anthropologiques. Ces fictions sont plus ou moins apparentes.

L'exemple modèle d'une fiction apparente nous est donné par l'ancienne République démocratique allemande (RDA) : elle n'était pas particulièrement républicaine, ni démocratique, ni allemande. La chute du Mur a marqué la fin de cette fiction, bien qu'elle fût reconnaissable en tant que telle longtemps auparavant. Aussi bien la fin de cette fiction que la violence qu'il l'avait accompagnée, des tireurs chargés de surveiller le Mur à la Sécurité de l'État, peuvent être appréhendées au mieux à l'aide d'une réflexion portant sur l'histoire des idées. En l'occurrence, l'idée courante qu'en 1989, une dictature soviétique a été remplacée par une république réellement démocratique et réellement allemande est trop superficielle. En réalité, les trois concepts de république, de démocratie et de nation, qui formaient le programme de cet État, sont en réalité incompatibles et doivent recourir nécessairement à la fiction.

Les fondateurs des États-Unis d'Amérique, en particulier, avaient reconnu de façon tout à fait lucide que ces concepts incompatibles ne pouvaient que s'opposer. Le processus par lequel ils posèrent les bases idéelles de cet État fut de ce fait tout à fait unique. La philosophe américaine Ayn Rand décrivit cette originalité comme suit : « Les pères fondateurs n'étaient ni des mystiques inertes vénérant la vie après la mort, ni des pilliers sans intelligence à la simple conquête du pouvoir ; en tant que groupe politique, ils représentaient un phénomène unique jusque-là dans l'histoire : ils étaient des penseurs qui étaient à la fois des hommes d'action. »

Deux concepts de la direction de l'État furent considérés à cette époque comme alternatives à un gouvernement dynastique traditionnel reposant sur la violence et la répression. Cependant et malheureusement, ces concepts se contredisaient et se contredisent toujours diamétralement : la démocratie et la république. Thomas Jefferson privilégiait pour sa part la démocratie. Il entendait par là la conception gréco-germanique (ou comme Jefferson le pensait, anciennement anglo-saxonne) de l'autogouvernement, de l'autodiscipline et de l'autodéfense. Au sens originel, le concept de démocratie signifiait une administration de milice, à travers laquelle la grande majorité des personnes qui en étaient aptes prenaient en charge elles-mêmes les fonctions de défense et l'administration des affaires publiques. Le problème qui se pose néanmoins avec cette idée porte sur les exigences élevées posées au citoyen ordinaire, un problème qui ne peut être résolu que par une baisse des standards et, en même temps, l'élévation pédagogique ou technologique des masses. Dans le modèle antique, la démocratie se basait sur deux conditions indispensables : premièrement, la limitation de la politique à de petits espaces géographiques et à des tâches publiques réduites, ce qui permettait une « administration de dilettantes » (comme l'exprima Max Weber) ; deuxièmement, l'innovation militaire des trières. Ces navires à voiles et à rames permettaient en effet à des groupes coordonnés d'hommes ordinaires de vaincre des guerriers professionnels lors de batailles navales.

Dans cette acception, la démocratie est en fait une aristocratie des masses : elle ne nécessite que des citoyens aptes à s'autodéfendre et à s'autogouverner. Elle n'est cependant guère compatible avec l'idée de grandeur nationale. Le fondement de la démocratie était la *phylé*, la communauté de citoyens, et non la nation. Les administrations de dilettantes peuvent échouer en raison de la complexité et de l'étendue des tâches qui se posent à une communauté plus grande. En même temps, la démocratie peut donner lieu à une fierté dangereuse qui lui est fatale. Dès qu'Athènes chercha à imposer sa supériorité culturelle en développant son impérialisme, la phase relativement brève de la démocratie prit fin.

La fierté des jeunes États-Unis d'Amérique était également trop grande pour accepter l'autolimitation d'une démocratie comme l'entendait Jefferson, qui tenait pour idéal un État autosuffisant non-interventionniste de fermiers et d'artisans. Le contre-modèle romano-britannique de la république fut alors avancé avec le plus d'insistance par Alexander Hamilton. Celui-ci argumenta, sur la base du consensus d'alors, qu'une démocratie ne pouvait fonctionner que sur des espaces géographiques restreints, voire très restreints. Or les États-Unis étaient destinés à jouer un rôle beaucoup plus important. Une administration de dilettantes, composée de fermiers et d'artisans, ne pouvait pas assumer une telle charge ; une division du travail était dès lors nécessaire. L'Antiquité livrait par ailleurs de nombreux exemples montrant que les citoyens ordinaires n'étaient pas particulièrement portés sur l'autodiscipline. Les Romains se moquaient des Grecs indisciplinés et soulignaient la *dignitas*, la dignité aristocratique, en opposition à la *licentia*, la « liberté » sans responsabilité, régulièrement abusée par les masses sans scrupules.

La république est une aristocratie de l'élite. Ce sont les plus aptes qui prennent en charge les tâches politiques et militaires. Cette élite est censée représenter les masses, cependant pas uniquement comme simple mandatés, mais comme délibérants et décideurs libres. D'où le système des « grands électeurs » aux États-Unis : les grands électeurs n'étaient pas que les bulletins de vote vivants des partis, mais ceux qui étaient le plus aptes à choisir des dirigeants. Le problème de la république est le choix des élites. Les fondateurs des États-Unis reconnurent très vite que la politique peut être l'objet d'abus – en particulier par les groupes d'intérêts, les *factions*. L'idéal d'une élite

qui n'a à l'esprit que le bien de tous est naïf. La professionnalité est positive, à moins qu'elle ne dispose de tous les moyens de la force de l'État – auquel cas ce n'est plus une professionnalité au service de la société, mais une professionnalité de domination de la société qui se fait jour. L'aristocratie de l'élite dégénère alors rapidement en une cacocratie, pour reprendre un terme évocateur du grec. Le constat de Friedrich Hayek, selon qui ce sont généralement les pires et les moins scrupuleux qui accèdent à la tête de l'État, est sans doute quelque peu exagéré, mais il évoque très bien le problème. Un gouvernement des plus mauvais (*kakos*) en est le résultat, ce qui confirme étymologiquement le peu de considération que les citoyens portent bien souvent à la politique des partis.

Aux États-Unis, la sélection problématique d'une élite, qui n'était pas toujours composée des meilleurs, mais la plupart du temps des relativement mauvais, conduisit à la suite de la victoire initiale de la vision de Hamilton à un retour aux aspirations démocratiques. Or entre-temps la nation était déjà trop grande et le nationalisme très avancé. Le nouveau démocratism ne fut plus compris dans le sens de Jefferson, mais dans une déconstruction populiste et nationaliste de la république. Andrew Jackson tenta ainsi de démocratiser l'administration nationale en commençant par réattribuer les postes de fonctionnaires selon l'appartenance à un parti. Une « rotation des fonctions », le changement régulier des offices, devait ancrer le dilettantisme démocratique. Dans le cadre élargi d'une nation, une telle évolution est évidemment désastreuse. Dans la mesure où tant la démocratie grecque que la république romaine étaient finalement incompatibles avec les velléités de grandeur des idéologies modernes de l'État – en particulier le nationalisme – ce n'est qu'une alternative d'apparence qui s'imposa donc. Comme Friedrich Hayek l'avait observé, les objectifs des membres d'une grande société ne peuvent plus concorder – il existe toujours des intérêts divergents. Dans une grande société, les conceptions originelles de l'organisation politique touchent à leurs limites : la démocratie favorise à travers une fausse fierté une morale communautaire « nationale » qui n'est adaptée qu'à de petites communautés ; la république échoue en raison des intérêts divergents. Dans les parlements républicains, ce ne sont alors pas les plus sages qui délibèrent des questions du moment, selon la conception naïve, mais les intérêts partisans qui se donnent en spectacle. Au vingtième siècle, le parlementarisme et le républicanisme furent d'ailleurs considérés comme ayant échoué et la démocratie comme impossible (ne pouvant être mise en œuvre dans une grande nation).

La démocratie et la république, combinées aux « ismes » de la modernité, sont devenues de simples prétextes pour deux réactions : le ralliement autour d'une morale communautaire et l'idéal de l'absence d'intérêts. Une nouvelle fiction est ainsi née et s'est cristallisée par la réunion entre Rousseau et l'idéalisme allemand. En tant que démocrate, Rousseau savait parfaitement que la démocratie ne pouvait fonctionner que dans de petites, voire de toutes petites unités ; cependant, il inventa en parallèle la fiction, lourde de conséquences, de la « volonté générale », devant incarner le bien commun. Or ainsi que Ludwig von Mises le remarqua, « La déformation la plus désastreuse de la notion de démocratie est sa confusion, par extension de la notion de souveraineté, avec le pouvoir illimité de la volonté générale. La toute-puissance de l'État démocratique n'est, en tant que telle, aucunement différente de celle de l'autocrate. »

Plus tard, Hegel introduisit la notion de l'esprit du peuple. Ni Hegel, ni Rousseau, seuls, n'offrent les bases suffisantes d'un totalitarisme dissimulé derrière la façade de la démocratie. Cependant, l'absence d'intérêts et l'idéalisation nécessaires à la république, combinées au sentiment du « nous » de la démocratie et à la vanité de la grandeur nationale, posent inmanquablement les fondements des fictions tyranniques.

À la place de l'élite, c'est un cadre qui s'installe au pouvoir. C'est ce que reconnut le sociologue allemand Robert Michels, d'abord socialiste, qui passa suite à ce constat au fascisme (ce qui est en soi plus honnête que de prétendre que le socialisme a un « visage humain »). Michels formula la « loi d'airain de l'oligarchie » : dès que les tâches et les coûts d'efforts organisés dépassent les capacités et les disponibilités des personnes ordinaires, une concentration du pouvoir dans les mains d'un petit nombre est incontournable. Les décisions sont alors prises de plus en plus par ceux qui disposent de plus de temps, d'endurance, d'estomac ou de ténacité. La nécessité de « l'absence d'intérêts » conforte ce petit nombre en tant qu'avant-garde. La pseudo-élite du cadre se justifie elle-même comme étant de ce fait plus avancée, en ayant renoncé à tout intérêt personnel (lié à une classe) et en ne servant plus que la chose publique (*res publica*).

Qu'une « démocratie gouvernée par la chose publique et dénuée de tout intérêt » est néanmoins une pure fiction, s'illustre le mieux par le domaine de l'économie. La démocratie et la république, dans les phases brèves où elles ont prévalu, ont largement épargné l'économie. Dans la démocratie grecque, la *polis* s'arrêtait aux limites de l'*oikos*, l'économie privée autonome ; dans la république romaine, la *res privata* était un domaine tout aussi sacré. La raison de ces limites provient du fait que la gouvernance économique est incompatible avec le dilettantisme de la démocratie et l'absence d'intérêts de la république, en particulier si la croissance de la prospérité et la croissance du capital sont des objectifs. Les petites communes principalement agraires peuvent être compatibles avec le dilettantisme économique, c'est-à-dire le communisme, mais le socialisme, à savoir la planification économique nationale par l'État gouverné par un cadre a besoin d'une fiction. Plus les ambitions d'un État socialiste sont élevées, plus cette fiction devient évidente. La RDA devait prouver durant la guerre froide qu'elle pouvait rivaliser avec la République fédérale d'Allemagne en termes de prospérité et de technologie. Cette ambition de grandeur nationale devait nécessairement étouffer la démocratie – et révéler la démocratie de la RDA comme une fiction. Dans un système de planification économique, la fiction des idéaux démocratiques et républicains augmente avec la complexité, c'est-à-dire l'intensité du capital. Plus les facteurs de production sont intensifs en capital, moins ils sont égalitaires et compréhensibles, et plus l'absence d'intérêts est impossible. Plus le capital est important dans le fonctionnement d'une économie, plus c'est la qualité qui compte. Dans une économie primitive sans capital, les premières liquidités font encore une grande différence. En prenant de l'importance, toutefois, le capital devient une structure filigrane où les bonnes décisions et les bonnes combinaisons sont plus déterminantes que les quantités engagées. Plus le capital est utilisé, moins il est matériellement compréhensible et plus sa dimension cérébrale ne peut être répartie et divisée à l'envi. Sous le socialisme, cela conduit à une concentration unilatérale sur le facteur de production apparemment le plus homogène et le plus lisible : le « travail ». C'est pourquoi la « démocratie économique » se distingue par une moralisation constante sur la base de relations fictives. Les discussions portant sur la planification de la RDA devaient très vite se résumer à de belles paroles vides de sens et de directives à travailler davantage. La pression liée à la planification, dont la nature fictive est évidente pour tous les participants à l'exception des plus stupides, fut très bien décrite par Ayn Rand. C'est la réalité de l'extension de la démocratie à la sphère économique et des vellétés de grandeur nationale : « Le plan signifiait que chacun pouvait travailler dans la fabrique selon ses conditions et était rémunéré selon ses besoins. [...] Savez-vous quels furent les effets de ce plan et son impact sur les gens ? Essayez de remplir une citerne avec de l'eau, dont l'écoulement par un tuyau est plus rapide que le débit avec lequel vous pouvez la remplir et avec chaque seau d'eau supplémentaire le tuyau s'élargit et la citerne se vide, et plus vous travaillez dur, plus on exige de vous de travailler plus dur.

[...] Une seule réunion fut nécessaire pour reconnaître que nous étions devenus des mendiants – des mendiants miséreux, se lamentant et gémissant, parce qu’aucun d’entre nous ne pouvait considérer sa rémunération comme méritée de droit, puisqu’aucun n’avait de droits ni de revenus, puisque son travail ne lui appartenait pas, mais appartenait à la « famille » et la « famille » ne lui devait rien en échange, et que la seule exigence qu’il pouvait lui faire valoir était ses « besoins ». » Cette problématique se fit sentir très rapidement en RDA, si bien que le régime communiste, dans son programme de 1963, remplaça l’ancienne formule socialiste par « de chacun selon ses capacités, à chacun selon sa performance ». Mais comment évaluer la performance sans concurrence et sans prix, c’est-à-dire sans intérêts ? On se retrouve à nouveau à calculer stupidement le nombre d’heures travaillées, un paramètre qui n’est cependant adapté qu’à la fonction d’un hamster dans une roue.

Les conséquences de l’extension de la république à la sphère économique et à la grandeur nationale deviennent tout aussi évidentes lorsque le capital prend de l’importance. Les décisions entrepreneuriales deviennent alors tout aussi déterminantes. Il s’agit d’ailleurs de décisions dans des conditions d’incertitude absolue. De telles décisions ne peuvent pas être prises par des comités, ni par des experts dénués de tout intérêt. Le risque entrepreneurial dépend d’intérêts très forts, il est souvent assimilable à un optimisme exagéré, parfois proche de la folie. Une communauté uniformisée selon l’esprit et la volonté du peuple peut certes créer toutes sortes d’organisations grandioses, mais ne peut plus prendre de risques entrepreneuriaux. La RDA ne s’est donc pas effondrée du fait qu’elle était « non-démocratique ». La république, la démocratie et la nation ne sont pas compatibles, à l’exception d’être extrêmement limitées et de tolérer suffisamment de liberté afin que le niveau de fiction nécessaire puisse demeurer faible. L’erreur du socialisme fut de dépendre d’un niveau de fiction beaucoup plus élevé qu’il ne pouvait finalement maintenir. C’est pourquoi de plus en plus de propagande et de répression furent nécessaires pour le maintenir en vie. Or la propagande et la répression ne sont pas les buts des détenteurs du pouvoir, mais des moyens, dont les coûts, à un moment donné, deviennent trop élevés. Les tireurs surveillant le Mur et la Sécurité de l’État étaient des moyens cyniques, mais en même temps les signes indéniables de l’illusion qui les soutendaient. Lorsque nous célébrons la fin du socialisme et de son appareil de répression, nous ne devrions pas oublier qu’un niveau de répression apparemment faible n’est pas forcément un signe de liberté. La violence ouverte n’est pas autant nécessaire lorsque les fictions sont moins apparentes, parce qu’elles sont déjà trop établies dans les cerveaux des gens. Les détenteurs du pouvoir sous le socialisme auraient aussi souhaité, dans le meilleur des cas, pouvoir renoncer à la violence et au Mur. Mais pour cela leurs fictions étaient trop mauvaises.

Rahim Taghizadegan dirige l’Institut für Wertewirtschaft à Vienne. Il est philosophe économique et l’auteur de plusieurs bestsellers.